

La Journée Self Data Territorial #2 en un coup d'œil

Le 2 juillet 2019, la Fing et ses partenaires organisaient chez La Caisse des Dépôts et Consignations, l'événement Self Data Territorial #2, deuxième journée de partage des productions de la saison 6 du projet MesInfos. Nous vous proposons un article pour retrouver le détail de cette journée !

L'essentiel à retenir :

- La Fing a présenté l'accompagnement qui a été fait auprès des villes de Nantes, La Rochelle et Lyon depuis le mois de mars, avec notamment l'organisation d'ateliers de réflexion sur les expérimentations à venir.
- La Fing a présenté l'amorce d'un "tour d'horizon des initiatives sur les données personnelles dans le monde". Contributions bienvenues !
- Les villes françaises ont partagé leurs choix concernant la mise en place d'expérimentations concrètes de Self Data sur les mois et années à venir.
- Bart Rosseau est venu partager les avancées de la ville de Gand sur la question du contrôle des individus sur leurs données personnelles et leurs travaux autour de SOLID. u self data.
- Deux rendez-vous à ne pas manquer : la MyData Conference à Helsinki les 25, 26 et 27 septembre 2019 et la matinée My Data France le 8 octobre 2019, où nous présenterons le livrable "Kit Self Data Territorial"

Retrouvez les slides de la matinée sur [ce lien](#) :

Retrouvez l'ensemble des livrables intermédiaires du projet sur cette page : <http://mesinfos.fing.org/self-data-territorial/>

« Pour nous le self data est :

"La production, l'exploitation et le partage de données personnelles par les individus, sous leur contrôle et à leurs propres fins"

Manon Molins [@la_fing](#) [#selfdata](#) pic.twitter.com/lp2nOiWqY1

— MesInfos (@Expe_MesInfos) 2 juillet 2019

La matinée a commencé par l'intervention d'Audrey Charluet, de la Caisse des Dépôts et Consignations, partenaire du projet MesInfos depuis ses débuts et porteuse d'une vision d'avenir sur le Self Data via ses programmes de soutien à l'innovation sur les territoires. Manon Molins, responsable du projet MesInfos pour la Fing a ensuite rappelé les enjeux autour du Self Data et les travaux produits dans le cadre du cycle "Self Data Territorial" du projet.

Matinée [#selfdata](#) [#selfdataterritorial](#) : retour sur 1 année d'expérimentation et suites de [@Expe_MesInfos](#) avec [@la_fing](#) [@grandlyon](#) [@LaRochelleNUM](#) [@NantesMetropole](#) [#empowerment](#) [#donneespersonnelles](#) cc [@mydataorg](#) [@caissesdesdepots](#) [@CNIL](#) pic.twitter.com/0F7YEukTA7

— Nathalie VernusProst (@n_venus_prost) 2 juillet 2019

Pourquoi nous sommes nous intéressés, cette année, aux liens possibles entre le Self Data et les collectivités territoriales (en particulier les villes) ? D'abord parce que les villes disposent de plusieurs rôles et actions possibles : la collectivité comme détentrice de données pouvant partager les données personnelles avec les citoyen-ne-s; la collectivité compétente en matière de développement économique et d'innovation (notamment au service de l'intérêt général) pour encourager le développement de services et d'équipement Self Data; la collectivité comme animatrice du dialogue citoyen pour rendre les citoyen-ne-s pro-actif-ve-s et co-créateur-ice-s des

politiques publiques et enfin la collectivité comme coordinatrice de stratégie pour la donnée territoriale pour innover et construire un cadre de confiance dans la gouvernance de la donnée. Les villes ont donc un réel rôle à jouer dans l'implémentation sur Self Data sur le territoire, au croisement de préoccupation personnelles et de l'intérêt général.

Exploration des différents types de modèles de gouvernance des données personnelles ! De la maîtrise aux usages pour les individus ! Un sujet-clé pour le #SelfData ! @la_fing pic.twitter.com/5mdP7s9e7j — Benoit Loeillet (@BenoitLoeillet) 2 juillet 2019

Le sujet Données personnelles & Ville n'est pas nouveau. Nous avons d'ailleurs traité le rôle de l'acteur public local dans la gouvernance des données personnelles depuis quelques années, avec par exemple la création d'un living lab à Lyon lors du pilote MesInfos (2016-2018). Cette question est aujourd'hui éminente, et fait l'objet de nombreuses initiatives dans des villes du monde entier. Nous avons choisi de réaliser un tour d'horizon des initiatives urbaines sur la thématique des données personnelles partagées. Présenté par Fanny Maurel, cet état des lieux distingue les démarches de ces villes en quatre catégories d'objectifs : protéger la vie privée des citoyen-ne-s, les intégrer dans la prise de décisions, créer des données via une contribution citoyenne active (utilisation de capteurs), partager aux citoyen-ne-s les données les concernant et leur permettre ensuite de les partager à la collectivité. Le projet européen DECODE a notamment lancé des pilotes à Barcelone et Amsterdam. La première ville a axé son action sur la Digital Democracy (Plateforme Decidim) et la Citizen Science Data Governance (systèmes de capteurs citoyens). En Europe également, la ville de Londres travaille, en collaboration avec l'Open Data Institute et dans le cadre du projet Sharing Cities, au développement de Data Trust. La ville de Trento, en Italie, a elle expérimenté l'outil My Data Store, conçu par le Mobile Territorial Lab (Telecom Italia) au travers d'une variété d'expérimentations.

Au niveau national, plusieurs initiatives sont intéressantes à observer : le développement de Data Banks au Japon, le projet DIGIME en Islande ou encore la construction du réseau MyData Global initié par la Finlande.

Ce travail de veille se poursuit tout au long de l'été à la Fing, et sera l'objet d'un chapitre du kit "Self Data Territorial", toute contribution ou informations supplémentaires sont donc les bienvenues, au croisement des données personnelles et des collectivités territoriales. Vous pouvez contacter Fanny Maurel : fmaurel@fing.org



Les initiatives dans le monde sont nombreuses mais concernent rarement le Self Data au sens où l'entend l'approche française menée par la Fing et les villes de Nantes, La Rochelle et Lyon. Les villes partenaires du projet MesInfos ont donc partagé l'avancement de leur projets concernant l'expérimentation concrète du Self Data sur leur territoire.

L'acteur public tiers de confiance sur la #donnee et rôle central en matière de #selfdata #gouvernancedeladonnee #dataacculturation #citoyennenumerique @la_fing @grandlyon #selfdataterritorial pic.twitter.com/rlaDjE787g

— Nathalie VernusProst (@n_venus_prost) 2 juillet 2019

Grégory Blanc-Bernard et Maria Inés Leal, Grand Lyon

Grégory Blanc-Bernard et Maria Inés Leal, de la DINSI de la métropole de Lyon, ont évoqué l'évolution de la démarche Self Data à Lyon. La stratégie numérique de la métropole est axée à la fois sur une transformation en interne mais aussi en externe (vers les citoyen.ne.s). Il s'agit de développer, par exemple, des plateformes territoriales et de faciliter l'accès aux services. La manipulation de nombreuses données (personnelles) par la collectivité nécessite une réflexion approfondie sur leur gestion au croisement d'enjeux éthiques et réglementaires. La métropole de Lyon a donc identifié 3 enjeux (l'intérêt général, les enjeux techniques, les enjeux de bénéfice individuel) et ce sont 4 démarches qui sont engagées : acquisition des compétences techniques sur le self data, concrétisation des cas d'applications et de services, construction d'une feuille de route et stratégie globale MyData.

La thématique de l'action sociale, choisie pour traiter les enjeux de Self Data, amènera par la suite à recouper d'autres enjeux (mobilité, énergie) car la Self Data permet de couvrir plusieurs thématiques, de recouper des enjeux initialement éloignés.

Trois cas d'usage ont été développés, avec l'aide de travailleur.euse.s sociaux.ales, avec la volonté d'utiliser une gouvernance des données passant par le cloud personnel. L'expérimentation finalement choisie portera sur le scénario Ma Situation Sociale (avec une possibilité d'étendre, à terme, aux deux autres scénarios : Mes Aides Directes et Sortia) pour permettre aux individus de suivre, avec les travailleurs sociaux, l'évolution de leur parcours et de leurs dossiers. Lyon va donc à présent construire la méthode de recrutement des testeur.euse.s, particulièrement complexe car il s'agit d'une population précaire et peu sensibilisée aux enjeux du numérique. Les outils de récolte et partage des données seront conçus et développés en interne.



Sylvie Truck et Guillaume Chanson, Nantes Métropole

Sylvie Truck et Guillaume Chanson ont présenté la démarche de Self Data de la métropole de Nantes. La ville s'est imposée comme une ville pionnière sur les questions environnementales croisées avec la mise en place de dispositifs d'implication des citoyen.ne.s. C'est notamment avec les défis familles à énergie positives menés depuis 2011 auprès de 100 foyers par an, et qui amènent les familles à économiser jusqu'à 200€ par an sur leur facture énergétique, que la ville démontre sa volonté d'agir sur ces questions écologiques.

La ville a rapidement évoqué la volonté de massifier cette démarche, qui ne touche alors qu'un public déjà sensibilisé. L'outil numérique apparaît comme une piste de développement possible. Nantes est accompagnée par La Fing, l'ADEME, mais aussi des énergéticiens comme Enedis, EDF, GrDF et Engie.

Au travers de plusieurs ateliers, 4 cas d'usages ont été pensés (TechnoZeus, MySmartHome, La Toque Verte et WeMix) à partir de 3 défis : connaître sa consommation énergétique, aider à l'autoconsommation et la rénovation, connaître son empreinte carbone alimentaire.

C'est donc finalement une expérimentation avec une centaine de testeurs accompagné et un deuxième panel de 1000 participant.e-s (moins accompagné) qui va être lancée en 2020. Le recrutement passera probablement par un cabinet spécialisé utilisant la méthode des appels téléphoniques aléatoires afin de recruter un public large.

Virginie Steiner, CDA La Rochelle

Virginie Steiner a partagé l'avancement du projet d'expérimentation de Self Data de La Rochelle. La ville s'est rapidement intéressée aux sujets des données personnelles, de l'Open Data ou de la gouvernance participative. Dès 2017, plusieurs actions ont déjà été menées autour des données personnelles.

Il a été remarqué au cours d'ateliers que l'intérêt général doit recouper l'intérêt personnel pour engager les citoyen-ne-s. C'est le sujet de la mobilité qui a été choisi pour construire le projet, car c'est un sujet fédérateur, qui concerne tout le monde et sur lequel La Rochelle a beaucoup innové. Quatre scénarios d'usages ont été dessinés (Coach Co², Mobilités Partagées, Par 4 chemins, Mon Budget Mobilité) et c'est finalement les scénarios Coach CO² et Mobilités partagés qui feront l'objet d'une expérimentation sur une base de 50 testeur-euse-s, agent-e-s de l'agglomération ou postier-ères-s. La construction des outils s'appuiera sur des solutions existantes afin de proposer des solutions opérationnelles et fiables pour les testeur-euse-s.

Bart Rosseau, ville de Gand

La ville de Gand n'est pas l'une des villes accompagnées dans le cadre du projet Self Data Territorial mais mène des actions permettant aux individus de mieux contrôler leurs données. Bart Rosseau, CDO de Gand, a conclu la matinée en partageant les projets en cours dans sa ville. Il explique que la Belgique connaît un système complexe d'articulation des différents niveaux de gouvernance et que c'est dans l'acteur public local, la ville, que les individus ont le plus confiance pour gérer leurs données et leur offrir des solutions d'authentification, de services, etc. Il est donc nécessaire pour les villes de travailler à collaborer à la fois avec d'autres niveaux de gouvernance mais aussi avec les citoyen-ne-s. Cela passe par la conception de systèmes de gestion des données personnelles plus éthiques. Bart Rosseau définit les entités de gouvernance, en l'occurrence la ville, comme potentielles régulatrices, utilisatrices, créatrices et validatrices des données personnelles.

L'objectif de la ville de Gand est de créer des services digitaux optimaux ('no wrong door'/'only once'), un gouvernement participatif et une régulation de l'espace numérique public. Pour ce faire, ils travaillent notamment avec le professeur Ruben Verborgh, du Multimedialab de l'Université de Gand.

La ville s'est appuyée sur le nouveau projet de Tim Berners Lee, Solid, qui vise à redonner le pouvoir aux utilisateur-ice-s sur leurs données. Ce projet s'articule en un ensemble de conventions et outils pour la mise au point d'applications web décentralisées se basant les principes du Web des données ou données liées (Linked Data). Il ne s'agit pas de refondre le web totalement mais d'utiliser les normes et protocoles du W3C déjà en place (HTTP, REST, HTML...). Avec l'appui de la startup Inrupt, fondée par Tim Berners Lee, les utilisateur-ice-s pourront créer leurs propres PODS (personal online data stores), espaces de stockage de données personnelles en ligne, leur permettant de garder la maîtrise de leurs données.

Dans le cadre de sa stratégie de "city of people", la ville de Gand souhaite donc donner plus de pouvoir à ses citoyen-ne-s en leur donnant accès à une technologie qu'ils possèdent et contrôlent. Les résident-e-s ont donc accès à un portail Web appelé "Mijn Gent", qui leur donne accès à un certain nombre de services locaux (services de bibliothèque, inscriptions à des camps sportifs ...), tout en leur donnant le plein contrôle sur la gestion et le partage de leurs données personnelles. Un second projet poursuit cette démarche, avec la volonté d'offrir aux résident-e-s de la ville leur propre site web, leurs propres PODs, sur lequel des applications peuvent être créées, permettant, encore une fois, de contrôler l'accès et le partage de leurs données personnelles avec les services locaux.

Nous tenons à remercier la Caisse des Dépôts et Consignations pour leur accueil, tous.tes nos partenaires, tous.tes les participant.e.s et intervenant.e.s. Rendez-vous le 8 octobre à Paris et sur le blog MesInfos pour la publication du livrable final !